



Collectif parisien de défense et de développement des services publics

Contact :
cddsp.75@laposte.net
CDDSP75
- 121 av Ledru Rollin-
75011 Paris
tél. : 06 74 79 05 10

VENEZ TOUTES ET TOUS AUX ETATS GENERAUX FRANCILIENS DES SERVICES PUBLICS

LE SAMEDI 16 FEVRIER
A 14H00

A LA BOURSE DU TRAVAIL DE PARIS

Salle Ambroise Croizat - 3 rue du Château d'Eau - Métro République

Ouverture de la campagne des Cahiers d'exigences

Michel JALLAMION, animateur du CDDSP 75

PROGRAMME :

1^{ère} table ronde

animée par Patrick Hallinger
Secrétaire national de l'UGFF-CGT

« Des Services publics pour toutes et tous, partout ! »

L'accès aux besoins fondamentaux ne cesse d'être malmené jusqu'au droit à la santé qui est aujourd'hui remis en cause par les franchises médicales.

Ainsi, le logement, les transports, l'eau, l'énergie sont désormais considérés par nos gouvernants comme une marchandise parmi d'autres permettant aux multinationales de faire des superprofits sur le dos des usagers.

A cela nous opposons nos exigences de service public pour une société solidaire qui respecte les droits fondamentaux de chacun.

Témoignages : Bruno-Pascal

CHEVALIER (en grève des soins contre les Franchises), Françoise NAY (comité de défense de l'hôpital d'Ivry), Postiers en grève de Paris 8

Invités : Marinette BACHE (Conseillère de Paris MRC), Anne DEBREGEAS (Sud énergie), Jean-Claude DELARUE (FUT-SP), Patricia HERBIEUX (CGT Santé)

2^{ème} table ronde :

animée par Nicole SERGENT
Secrétaire FSU Paris

« De l'argent public pour le Service public ! »

Après la remise en cause la règle du monopole public pour les services public, c'est une généralisation de l'appel aux financements privés pour assurer les services publics auquel nous assistons.

Les formes en sont différentes : privatisation, délégation, partenariat public/privé, loi dite de « décentralisation », autonomie des universités... au nom de l'efficacité, de la productivité, de la modernité et de la décentralisation nous assistons à la flambée des coûts, à la dégradation des services et à la fin de tout investissement non immédiatement rentable.

Témoignages : Raoul SANGLA, Pascal BINCZAC (Président université P8)

Invités : Gérard ASCHIERI (FSU), Serge COLIN (Secrétaire général du SNUI), Loïc DAGUZAN (animateur de « sauvons le Livret A »), Serge HULOT (SG de l'ANECR, maire adjoint de Choisy-le-Roi) Eric ROULOT (CGT énergie), Jean-Luc TOULY (ACME-Eau), Elu PS.

3^{ème} table ronde :

animée par Nicolas GALEPIDES
membre CA de La Poste élu pour Sud PTT

« Services publics : Nouveaux besoins, nouvelles nécessités et enjeux d'aujourd'hui. »

Du local à l'international plus personne ne peut nier que la libre concurrence et les forces du marché ont échoué dans leurs promesses de modération des tarifs, d'amélioration de la qualité des services ou des effets bénéfiques sur l'emploi.

La répartition des richesses ne cesse de s'orienter en faveur du capital au détriment des salariés, retraités et sans emplois.

La question de la solidarité, de la continuité et de la pérennité du service public se pose avec toujours plus d'acuité et peut être une réponse ferme et moderne aux tenants du tout marchand.

Témoignages : Bernard ARRIO (UNRPA), ZAC Paris Rive-Gauche, ligne 13, Maurice CHAUVET (Collectivités hors AGCS), collectif logement du 3^{ème}

Invités : Jacques BOUTAULT (Maire du 11^{ème} arrdt Paris, élu Verts), Jean-Baptiste EYRAUD (DAL), Gérard FILOCHE, Anne LE LOARER (UD-CGT), Philippe TRONET (Sud RAIL), Frédéric VIAL (membre du CA d'ATTAC), Jacques PERREUX (PCF. vice-président du CG du Val de Marne. 94). LCR

APPEL A LA MOBILISATION POUR DEFENDRE ET DEVELOPPER LES SERVICES PUBLICS

Bernard DEFAIX (président de Convergence)

Participent au CDDSP 75 : la FSU Paris, la CGT Paris, Solidaires Paris, l'UGFF-CGT, le SNUI, Sud Rail, Sud Energie, le comité de défense de l'hôpital Jean Rostand d'Ivry, la Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximités, le Collectif unitaire et alter écolo, Les Alternatifs, ATTAC, la FUT-SP, l'UNRPA, le Réseau Féministe "Ruptures", l'ACME-EAU, l'ANECR, le SNCA e.i.i. Convergence, UFAL, Collectifs unitaires antilibéraux, Résistance sociale, Mars-Gauche Républicaine, Forces militantes 75, PRS, le PCF, le MRC, les Verts Ile-de-France et la LCR.

Sauvons nos maternités et nos hôpitaux !

Lannemezan, Quimperlé, Condé, Granville, Charenton, Ambert sont quelques-unes des maternités fermées ces deux dernières années. Carhaix, Clamecy, Ivry, Lourdes, Privas, Sèvres ... sont menacées.

En 1975 la France comptait 1379 maternités, 694 en 2001, 589 fin 2007. Et demain ?

Aujourd'hui, pour 8 000 naissances annuelles, le Val de Marne Ouest ne compte que deux maternités pour plus de 430 000 habitants!

Plutôt que de créer un nouveau site -environ 4000 naissances ne peuvent être accueillies sur ce secteur qui a connu la fermeture de 3 maternités privées dans les années 90- le gouvernement fait le choix de maintenir une inégalité territoriale de santé en transférant les moyens de la maternité publique Jean Rostand sur l'hôpital Bicêtre !

A l'heure des discours sur les quartiers sensibles, il y a loin de la parole aux actes !

Françoise NAY, comité de défense de l'hôpital d'Ivry

LA LIBERALISATION ET LA PRIVATISATION D'EDF et GDF C'EST CA !

> Les interlocuteurs se multiplient, les points d'accueil clientèle disparaissent au profit de plates-formes téléphoniques. Résultat : régler toute difficulté de paiement, désaccord sur la facturation ... relève du parcours du combattant !

> Les dépannages deviennent payants (0,34 la minute), même pour signaler une fuite de Gaz dans la rue ou des fils à terre électrique en campagne !

> Les temps de dépannage augmentent : à Paris, le délai moyen d'intervention est passé de 45 mn en 2004 à 1H50 en 2007 !

> Le délai de mise en service (par exemple en cas d'emménagement en plein hiver) est passé de 5 jours maximum à trois semaines !

> Les prix des "services" (relevé d'index compteur, frais de coupure non-paiement...) explosent. Etc. !!!

POUR UN VERITABLE SERVICE PUBLIC DE LA PETITE ENFANCE !

La Petite Enfance et l'accueil des enfants de 0 à 3 ans est devenu un enjeu politique !

La situation sociale des citoyens : salariés aux horaires atypiques et éclatés, chômeurs à la recherche d'emploi, mères célibataires, nécessitent la mise en œuvre d'une véritable politique publique.

Si à Paris, les places offertes sont très nettement insuffisantes, nombre de commune d'Ile de France en sont carrément démunies.

L'absence de politique et de crédits publics entraîne des situations inacceptables pour les enfants et les parents.

Les établissements subventionnés confiés au secteur Associatifs et surtout au secteur privé lucratif se multiplient : leurs prix sont inaccessibles pour les familles aux revenus modestes et les personnels sont moins qualifiés, sous rémunérés et leur statut précaire.

Petite enfance –UD CGT-

L'EAU EST UN BIEN PUBLIC !

D'après un rapport de mai 2001 de l'Assemblée Nationale, le prix de l'eau potable et de l'assainissement est en moyenne de 25 % moins cher lorsque l'exploitation est en régie communale. La différence atteint même 44 % en faveur de la régie intercommunale.

Le Syndicat des Eaux d'Ile de France n'est pas en reste !

Il délègue depuis 1923 sans discontinuer à une seule et même société privée : Véolia (ex-Vivendi-Générale des eaux) !

Conséquence : des marges bénéficiaires de plus de 60 % que l'enquête Que Choisir d'octobre 2007 qualifie de « parfaitement abusif » !

Depuis 13 ans à Paris le prix de l'eau a augmenté à PARIS de plus de 300 % !

L'audit de la Mairie de Paris rendu public en octobre 2003 est accablant : 153 millions d'euros de travaux provisionnés par la Ville mais non réalisés !

Parce que la procédure de renouvellement risque d'être engagée dès juin 2008, il est grand temps pour les élus des 146 communes du SEDIF et ses 4 millions d'usagers de réagir !

Jean-Luc TOULY, Responsable « Collectif eau à Paris, pour la remunicipalisation » :

Lycées, LP, collèges : remplacements non assurés, les élèves « trinquent » !

Suppressions massives d'emplois et logique budgétaire conduisent à ne plus pouvoir assurer la continuité de l'enseignement.

Dans l'académie de Créteil, les remplacements sont de moins en moins assurés, y compris pour faire face à des congés de maternité, des départs à la retraite connus plusieurs mois à l'avance !

Les élèves sont sans profs :

Collège Fabien, (Montreuil), Anglais, de la Toussaint au 10 décembre ;

Collège Pasteur- (Villejuif), Allemand, de la Toussaint à Noël ;

LP JJ Rousseau (Vitry) Compta depuis fin décembre et Gutenberg (Créteil) depuis le début de l'année !

De même pour Paul Eluard (Bonneuil), Auguste Blanqui (St-Ouen), Arago (Villeneuve St-Georges), Darius-Milhaud (Kremlin-Bicêtre) etc..etc... la liste est très longue et surtout pour les établissements défavorisés... **Peu importe la réussite des élèves ! Le recteur vient de faire appel aux retraités qui voudraient bien reprendre du « service » !**

Nicole Sergent FSU

DES TRANSPORTS POUR TOUTES ET TOUS !

La SNCF est de moins en moins un service public, et de plus en plus une entreprise commerciale à deux vitesses.

Elle donne la priorité aux trains qu'elle considère comme son "tiroir-caisse" (TGV, Thalys, Eurostar) au détriment des trains de banlieue et des trains régionaux, et favorise les "clients-hommes d'affaires" aux dépens des usagers quotidiens, ceux qui "se lèvent tôt pour aller travailler", comme disait Nicolas Sarkozy pendant la campagne électorale.

Résultat: pannes, retards, annulations de trains sont devenus le lot, quotidien lui aussi, des usagers de banlieue, souvent contraints de voyager dans des conditions indignes.

Mais plutôt que d'investir massivement dans la rénovation des voies et du matériel roulant, la SNCF et l'Etat, qui seul a les moyens financiers nécessaires, veulent réaliser en priorité un RER direct Paris-aéroport de Roissy, privilégiant une fois de plus les hommes d'affaires au détriment des banlieusards.

Jean-Claude Delarue, président FUT-SP